



Seloncourt Dynamique et Solidaire

Le bulletin N° 9 de l'association

Défendons le droit à la retraite à 60 ans.

Depuis maintenant 6 mois l'ensemble des organisations syndicales réalise un front uni contre le projet de réforme des retraites du gouvernement Sarkozy – Fillon. C'est à noter car il est rare dans l'histoire sociale de notre pays d'avoir une telle unité syndicale contre un projet de loi.

Ce projet présenté en avril, par le fameux ministre du travail Eric Woerth, n'a que très peu évolué et aucune des propositions faites par les syndicats n'a été retenue. D'où des millions de manifestants dans les rues, et ce à plusieurs reprises. Le gouvernement comptait sur l'essoufflement du mouvement, il ne fait que s'amplifier ! Et fait rare également il est soutenu par plus de 70 % des français.

A l'heure où cet article est écrit la France va au blocage de l'économie et tout ça à cause de l'intransigeance d'un président de la république qui ne veut pas ouvrir une véritable négociation sur la réforme des retraites et son financement. D'autres solutions existent, mais là aussi, il faudrait prendre l'argent dans la poche de ses amis les plus fortunés.

Alors que les jeunes rejoignent ce mouvement d'opposition face à cette réforme et manifestent aussi leurs inquiétudes quant à leur avenir, il devient urgent de stopper cette proposition de loi.

La retraite à 60 ans, une des principales avancées sous la présidence Mitterrand, ne peut être remise en cause par le fait du prince ! Nous avons obtenu des acquis sociaux, défendons les avec vigueur et détermination, car d'autres solutions existent (*voir l'article page 2*).

La Poste : attention danger !

La Poste de Seloncourt a modifié ses horaires. Dorénavant elle est fermée le lundi. Le service public est de nouveau mis à mal et nous devons être vigilants quant à la pérennité de notre bureau de poste, un des derniers du canton. Madame le maire n'a rien dit sur la fermeture du lundi ! Inadmissible ! Mais la privatisation de la poste votée par son parti l'UMP en est malheureusement une des conséquences.

Dès aujourd'hui il faut nous préparer à l'action pour sauver notre bureau de Poste. Le service public est partout en danger sous l'ère Sarkozy. Il faut servir les « amis » et quoi de mieux que des services publics où les investissements ont été payés par les contribuables et qui demain dans les mains du privé leur apporteront d'énormes dividendes !

L'ASDS vous invite à une réunion publique sur le sujet :

**- la défense du service public -
mardi 14 décembre 2010. Venez nombreux.**

Quartier des Longeroies



Les platanes sont enlevés, remplacés par des plates bandes et maintenant on remplace le tout par ... ?

Rue du Bannot :

une limitation de vitesse devenue inutile ?

La limitation à 40 km/h étant devenue non réglementaire en zone urbaine, on la retire et on la remplace par...rien !

Là où autrefois il était nécessaire de réduire la vitesse -on se souvient d'accidents mortels- on laisse à nouveau circuler voitures et camions sans contraintes autres que la vitesse autorisée en ville. Pourquoi ?

On nous explique benoîtement qu'on verra à l'usage s'il convient de rétablir une limitation !

Nul doute qu'un accident grave surviendra tôt ou tard. Mais alors, il sera déjà trop tard !

Rue de la Mélenne



Pour la côte de la Mélenne c'est le même problème. Même si les usagers sont raisonnables nous ne sommes pas à l'abri d'un accident.

Quant à l'étude de circulation concernant cette zone, rien ne filtre en commission voirie malgré nos interventions.

Quelques vérités à propos des retraites

On nous dit :

- nous vivons de plus en plus longtemps
- il y a de plus en plus de retraités pour toujours moins d'actifs

Donc il faut travailler plus longtemps

On oublie de nous dire que :

- l'espérance de vie **en bonne santé** est de :
 - ~ **64 ans** pour les femmes
 - ~ **63 ans** pour les hommes
 - ~ **59 ans** pour les **ouvriers**
 - ~ **69 ans** pour les **cadres**.
- le nombre d'actifs devrait rester stable jusqu'en 2050
- la productivité a été multipliée par 5 depuis 1960, ce qui signifie **qu'un actif de 2010 produit 5 fois plus de richesses qu'un actif de 1960**. (source INSEE).

Donc **un actif d'aujourd'hui devrait pouvoir « financer » plus de retraites**, d'autant plus qu'on estime que dans les 40 prochaines années la productivité devrait encore doubler (source 8^{ème} rapport COR).

On nous demande donc de travailler plus longtemps, mais...

- les entreprises se débarrassent de leurs salariés **avant 60 ans** : aujourd'hui, **6 salariés sur 10** sont « hors emploi » à l'heure de la retraite. En moyenne, les seniors sont écartés de l'emploi à **58,5 ans**. (source INSEE).
- le chômage des jeunes n'a jamais été aussi élevé : **23% des actifs de 16-24 ans** sont à la recherche d'un emploi... (source INSEE).

On nous dit encore que le solde annuel du système des retraites atteindrait en 2050 un déficit maximal de 120 milliards d'euros, soit **3% de la richesse nationale (PIB)**.

Oui mais ...

- **ces 20 dernières années, la richesse (PIB) de la France a doublé et on prévoit un nouveau doublement d'ici à 2050**. (source 8^{ème} rapport COR). Dans le même temps, la rémunération du travail (salaires + cotisations) a progressé moins vite que la richesse nationale.
- **ces 30 dernières années, 10% de la richesse produite (200 milliards) a été transférée de la rémunération du travail vers les profits, soit 8 fois le déficit de l'assurance vieillesse**. Ce transfert a bénéficié aux **revenus financiers** (dividendes versés aux détenteurs des capitaux des sociétés).

Ainsi, en limitant la progression des salaires au profit des actionnaires, on limite aussi les cotisations qui alimentent les caisses de retraite et on crée les déficits. A ces déficits, se sont superposés les effets de la crise économique.

Rappel des précédentes réformes :

1993 Mesures Balladur :

- calcul sur la moyenne des 25 meilleures années
- indexation sur les prix et non plus sur les salaires
- 40 années de cotisations et non plus 37,5
- décote de 5% par année manquante

2003 Loi Fillon :

- extension des mesures « Balladur » à la fonction publique
- 41 années de cotisations

2007 Régimes spéciaux :

- alignement sur la fonction publique

Conséquence :

baisse de 15 à 20% du montant moyen des retraites

Soit **1 million des plus de 65 ans** sous le seuil de **pauvreté** (source INSEE)

50% des nouveaux retraités touchent moins de 1000 Euros par mois.

Les femmes avec des carrières incomplètes sont les plus touchées (source INSEE)

Une nouvelle réforme qui repousserait l'âge du départ à la retraite entrainerait dans la précarité ceux qui, très tôt, sont exclus de l'emploi.

D'autres choix sont possibles :

- **augmenter la masse salariale par :**
 - ~ la revalorisation des salaires
 - ~ la fin de la défiscalisation des heures supplémentaires (400 000 emplois)
 - ~ la fin des exonérations des cotisations patronales (30 milliards par an)
 - ~ la lutte contre l'emploi précaire et les temps partiels imposés
- favoriser l'emploi des jeunes 100 000 chômeurs en moins = 1,3 milliards de cotisations en plus
- supprimer les niches fiscales (70 à 150 milliards par an)
 - ~ en finir avec le bouclier fiscal (10 à 15 milliards par an)
 - ~ stopper la fraude fiscale (29 à 40 milliards par an)
 - ~ supprimer les paradis fiscaux
- **10% des dividendes versés aux actionnaires = 1% de PIB**

*La retraite à 60 ans avec 37,5 annuités de cotisations, sans décote, est possible.
C'est un choix de société,
un choix politique,
une question de partage équitable de la richesse nationale.*

Pourquoi faire payer les riches ? Faisons payer les pauvres ils sont plus nombreux !

Telle est la **devise** du gouvernement soutenu par l'UMP et le Maire de Seloncourt qui en fait partie. Ce sont les **cadeaux fiscaux** qui ruinent la France et non les **acquis sociaux** comme ils le prétendent

Les impôts ont baissé de 77 milliards d'Euros en 10 ans. La moitié concerne les impôts sur le **revenu**. Seul un ménage sur deux, parmi les plus favorisés, contribue et bénéficie donc de cet allègement. Et encore plus les revenus sont élevés moins ils paient. Ainsi Liliane Bettencourt, troisième fortune de France, est imposée à hauteur de 40 millions pour un revenu de plus de 400 millions, grâce à l'optimisation des niches fiscales, aux dissimulations, et à la mansuétude des services fiscaux. Malgré cela le fisc lui a fait un chèque de 30 millions en 2009 au titre du bouclier fiscal. Les citoyens ordinaires contribuent proportionnellement beaucoup plus, et au moindre oubli ou retard sont impitoyablement sanctionnés.

Les entreprises paient également moins d'impôts (18% et non 33 comme le prétend le gouvernement) mais devinez celles qui paient le moins ? Et bien ce sont les plus grosses 13% pour celles qui ont plus de 2000 salariés et 30 % pour celles qui en ont moins de 10 (source médiapart).

« Les possédants sont possédés par ce qu'ils possèdent »

Les retraites sont paraît-il déficitaires de 40 milliards, ce qui équivaut à 40 « Banier » et à 2 « Liliane Bettencourt », somme soudain à portée humaine. **Une nouvelle nuit du 4 août** (abolition des privilèges) s'impose. L'écart de revenus, de 1 à **20** dans les années 70, est passé de 1 à **230** en 2009, mais jusqu'où iront-ils ?

Tout citoyen respectueux des lois, ne peut qu'être stupéfait de découvrir un univers pour qui la loi commune est quantité négligeable, faite pour être contournée ou inappliquée.

L'affaire Bettencourt montre l'envers du décor, ses arrières cuisines, grands arrangements et petites combines entre le pouvoir et les plus fortunés (tu me fais le bouclier fiscal et je finance l'UMP et ta campagne électorale). Goût de l'argent, confusion des genres, mélange des intérêts, telles sont les pratiques de ceux qui prétendent aujourd'hui être l'élite de la France. De Gaulle (même si l'on peut faire une large critique de sa politique) doit se retourner dans sa tombe, lui qui donna droit de **cité à la république** en la sauvant de la débâcle vichyste où cette famille politique s'était discréditée.

La Citoyenneté

Au plein cœur de l'été, pour faire diversion, le Président de notre république a proposé de retirer la citoyenneté à toute personne d'origine étrangère qui porterait atteinte à la vie d'un policier ou d'un gendarme. Notre république est certes imparfaite, preuve elle permet à un homme comme Nicolas Sarkozy de se faire élire Président. Mais elle vient de loin et se résume en trois mots "Liberté, Egalité, Fraternité". **Liberté** comme un 14 juillet 1789 avec la prise de la Bastille.

Egalité comme la nuit du 4 août de la même année avec l'abolition des privilèges et

Fraternité avec la Déclaration des droits de l'homme le 26 août 1789.

La république est une et indivisible, elle est un bien commun et personne ne peut en être exclu. Les décisions de justice existent pour sanctionner et réparer et non pas pour dissuader. Il n'y a pas d'étranger sur notre terre. Ne nous laissons pas manipuler par ceux qui nous gouvernent. Ils cherchent des boucs émissaires pour masquer leur échec total sur le plan social et économique.

Déficit d'information et de démocratie au conseil municipal

La plupart des communes voisines publient dans la presse locale la date, l'heure, et les principaux sujets qui seront débattus lors de leur prochain Conseil Municipal. A Seloncourt, on se contente de l'affichage minimum légal sur les panneaux de la mairie, que personne ne voit et que bien peu consultent !

De même les comptes-rendus de ces Conseils sont souvent absents des journaux.

A Seloncourt, on sait ce qui se passe à côté, mais pas chez nous !

Déficit d'information et de démocratie dans les commissions

Elles ne sont pas ouvertes aux habitants de Seloncourt. Elles se tiennent à des horaires difficiles voire impossibles pour ceux qui travaillent (Faudrait-il obligatoirement être retraité pour s'intéresser à la gestion municipale ?).

L'information n'y est pas délivrée en amont, ce qui empêche une véritable réflexion constructive.

La rétention des informations nécessaires au cours de ces commissions les transforme en simples chambres d'enregistrement préalables au Conseil Municipal.

Pas d'information complète, pas de débat, pas de propositions, pas d'écoute, pas d'ouverture à la 'société civile' : c'est la triste réalité qui prévaut à Seloncourt !

Tout semble donc être fait pour tenir à l'écart les administrés, pour ne pas entendre leurs questions, et pour ignorer leurs propositions.

Ce système de fonctionnement opaque, conduit à une gestion minimale et à des réalisations ponctuelles, sans ambition. Il se prive de l'ouverture nécessaire à l'élaboration de véritables projets d'avenir en matière d'urbanisme, d'équipements sportifs, de défense du commerce, de culture et d'environnement. Pire, il mène à des mesures de rétorsion financière partisans à l'encontre de cette grande association populaire qu'est la Maison-Pour-Tous. Enfin, il ignore la diversité et la richesse des idées de ses administrés pour lesquels il devrait travailler.

« Sa grandeur venait de ce qu'il écoutait »

P. LA COUR

Réunion publique. Projet Centre Ville : bling-bling et langue de bois.

La « déconstruction » ?

Ce mot, constamment employé cache mal son véritable sens : **destruction, démolition**. Nous n'avons pas été convaincus par la nécessité de **raser** ce bâtiment ancien du 18^{ème}, rare témoin à Seloncourt de cette époque, qui offre, par sa façade classique, une fort belle perspective. D'autant plus que rien n'est encore défini pour l'immeuble qui devrait être construit à sa place.

Nous demandons de surseoir à cette décision tant qu'un projet chiffré précis ne pourra pas être présenté, comparant les deux alternatives : démolition/reconstruction ou conservation/réhabilitation.

La couverture du Gland.

Là encore, il n'a pas été présenté d'étude comparative chiffrée entre les 2 options : couverture ou découverture devant la mairie. Pour nous faire 'avalier la pilule', on propose de simples **gadgets** (regards vitrés au sol) sensés nous aider à conserver la 'mémoire' de feu la rivière. Bel aveu que ce mot de 'mémoire', qui révèle à tous ce que l'on voulait cacher : une **atteinte à l'environnement**.

La concertation ?

Absente totalement lors de l'étude de ce projet, cette concertation a été évoquée une seule fois : rencontre avec les associations qui seront expulsées du bâtiment voué à la démolition, afin de les reloger. La moindre des choses en somme que cette 'concertation' qui survient après la prise de décision... tout un symbole !

Le coût : 4 millions d'euros, soit plus de 650 euros par habitant.

Il s'agit d'une estimation minimum. En cas de dépassement, il a été répondu que le premier adjoint chargé

des finances saurait bien trouver où faire des efforts. La chasse aux économies est donc ouverte, elle a même déjà commencé : expulsion des Bouchons d'Amour à ... Hérimoncourt, suppression d'une subvention à la Maison Pour Tous, transfert des activités musicales de La Grotte à ... Audincourt, transfert évoqué de l'entraînement du foot à ... Arbouans !

Seloncourt ne sortira pas indemne d'une telle concentration de ses investissements sur un seul secteur. Il faudra inévitablement et durablement sacrifier les associations, la culture, les quartiers et surtout le centre ancien, ses habitants et ses 14 commerces qui n'ont que le tort d'être moins nombreux que les 22 recensés sur le site du projet...

Le mépris.

Il a été souvent affiché à l'encontre des intervenants du public lors de cette réunion. **Sur le plan local, comme sur le plan national, les mêmes idées et les mêmes méthodes de gestion aboutissent aux mêmes résultats : surdité, autisme, et passage en force.**

« *La démocratie n'est pas simplement la loi de la majorité, c'est la loi de la majorité respectant comme il convient le droit des minorités* »

C.ATTLEE

Rédaction : Christian Millet, Alain Savorgnano, René Taillandier, Denis Tisserand, Christian Toitot, Béatrice Roch, Daniel Obermeyer et avec le concours de chaque membre de l'association.

PRENEZ LA PAROLE

Rejoignez les 300 signataires de notre pétition

Je suis partisan d'un aménagement de la ville de Seloncourt

Je souhaite que soit pris en compte l'habitat, l'environnement, la préservation du patrimoine, le transport collectif, les pistes cyclables, le commerce et l'artisanat.

Je demande aux élus de la majorité de suspendre le projet centre ville et d'organiser une consultation auprès des habitants.

NOM :

Prénom :

Adresse :

Adresse courriel :@.....

Signature :

Papillon à retourner à :

A.S.D.S. 6 bis rue de la Chènevrière 25230 Seloncourt

ou remplissez le formulaire informatique disponible sur notre site internet www.seloncourt.net

Pour être informé de l'actualité, apporter et défendre vos idées et participer,

Adhérez à l'Association Seloncourt Dynamique et Solidaire.

Contactez nous simplement par courrier ou depuis notre site www.seloncourt.net

email : asds@seloncourt.net